Envoyé en préfecture le 08/07/2025

Reçu en préfecture le 08/07/2025

Publié le 08/07/2025

ID: 077-247700032-20250707-DL2025_62-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES « MORET SEINE & LOING » - 77250 EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N°: 2025_62

<u>Date de convocation</u>: 18 juin 2025 <u>Date d'affichage</u>: 18 juin 2025 L'an deux mille vingt cinq Le vingt-quatre juin à 19h00

Nombre de Conseillers En exercice : 50 Présents : 31 Votants : 44 LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE Légalement convoqué, s'est réuni à salle polyvalente de Nanteau-sur-Lunain

OBJET : TRANSFORMATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE EN POSTE DE REDACTEUR — COMMUNICATION

ETAIENT PRESENTS COMMUNES DE:

CHAMPAGNE SUR SEINE: M. GONORD, M. GIRY, Mme BAYE, Mme GRONGNARD, Mme AUFILS, Mme ROUZAUD - FLAGY: M. DESVIGNES - MONTIGNY SUR LOING: Mme MONCHECOURT, M. CORBEL, Mme JACQUENET - MORET-LOING-ET-ORVANNE: M. ZAKEOSSIAN, M. FONTUGNE, Mme SAVAL-BONET, M. JOCHMANS, Mme DUMAS-PRIMBAULT, Mme GRAU, M. ATLAN, M. LOEUILLOT, M. SEPTIERS, - NANTEAU SUR LUNAIN: M. GUIMARD - PALEY: M. COCHIN - REMAUVILLE: Mme PENIFAURE - SAINT MAMMES: M. SURIER, Mme PIAT, M. CARRANT - THOMERY: M. TROUBAT - TREUZY LEVELAY: Mme PILLOT - VERNOU LA CELLE SUR SEINE: M. MOMON - VILLECERF: M. DEYSSON - VILLEMARECHAL: Mme KLEIN - VILLEMER: M. BEAUFRETON

ETAIENTS ABSENTS REPRESENTES COMMUNES DE :

CHAMPAGNE SUR SEINE : M. KERIGER représenté par M. GONORD

DORMELLES: M. LARGILLIERE représenté par M. DEYSSON

LA GENEVRAYE: M. OTLINGHAUS représenté par M. ZAKEOSSIAN

MORET-LOING-ET-ORVANNE: Mme EYRIGNOUX représentée par Mme SAVAL-BONNET

Mme GAUDIN représentée par Mme DUMAS PRIMBAULT

M. POUILLIER représenté par M. JOCHMANS Mme SOUCHARD représentée par Mme GRAU Mme EPIKMEN représentée par M. LOEUILLOT

Mme THALAMY représentée par Mme MONCHECOURT NONVILLE : M. BELLIOT représenté par M. GUIMARD SAINT MAMMES : M. LE BLOAS représenté par M. SURIER

VERNOU LA CELLE SUR SEINE : Mme DARGNAT représentée par M. MOMON

VILLEMARECHAL: M. GOISET représenté par Mme KLEIN

ETAIENT ABSENTS COMMUNES DE:

MORET-LOING-ET-ORVANNE: M. BODIER

THOMERY: M. MICHEL, Mme DUPONT, Mme PATTYN

VERNOU LA CELLE SUR SEINE: M. BEUDAERT

VILLE SAINT JACQUES: M. PERADON

Les conseillers présents formant la majorité des membres, il a été procédé à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil. Mme Klein a été désignée secrétaire de séance.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de Communes, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Envoyé en préfecture le 08/07/2025

Recu en préfecture le 08/07/2025

Publié le

ID: 077-247700032-20250707-DL2025_62-DE

Délibération n°2025 62

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment, ses articles L332-8, L332-13 et L322-14,

Vu la délibération n°2020.287 portant sur la suppression, la modification et la création de postes,

Vu l'avis favorable du comité social territorial du 2 juin 2025,

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 16 juin 2025,

Vu le budget communautaire,

Considérant ce qui suit :

Suite au départ d'un agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe (catégorie C) en disponibilité pour convenances personnelles le 1er décembre 2024 et au recrutement d'un agent (fonctionnaire par voie de mutation ou agent contractuel de droit public) sur le grade de rédacteur (catégorie B), il y a lieu de procéder à la suppression du poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et de créer un poste de rédacteur.

Le tableau des effectifs sera mis à jour

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

Article 1er:

Le poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe créé par la délibération n°2020.287 bis du 16.12.2020 est supprimé. Un poste de rédacteur à temps complet, rattaché au secteur Communication, est créé à afin notamment d'assurer des fonctions de Webmaster.

À défaut de pouvoir recruter par voie statutaire, il pourra être procédé au recrutement d'un agent contractuel en vertu des articles L332-8, L332-13 et L322-14 du code général de la fonction publique, dont la rémunération sera établie, en fonction du profil du candidat (diplôme et expérience), en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, à laquelle s'ajoutera le régime indemnitaire correspondant.

Article 2:

D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération au budget de l'exercice 2025.

44 voix pour : M. GONORD, M. GIRY, Mme BAYE, Mme GRONGNARD, Mme AUFILS, Mme ROUZAUD, M. DESVIGNES, Mme MONCHECOURT, M. CORBEL, Mme JACQUENET, M. ZAKEOSSIAN, M. FONTUGNE, Mme SAVAL-BONET, M. JOCHMANS, Mme DUMAS-PRIMBAULT, Mme GRAU, M. ATLAN, M. LOEUILLOT, M. SEPTIERS, M. GUIMARD, M. COCHIN, Mme PENIFAURE, M. SURIER, Mme PIAT, M. CARRANT, M. TROUBAT, Mme PILLOT, M. MOMON, M. DEYSSON, Mme KLEIN, M. BEAUFRETON, M. KERIGER, M. LARGILLIERE, M. OTLINGHAUS, Mme EYRIGNOUX, Mme GAUDIN, M. POUILLIER, Mme SOUCHARD, Mme EPIKMEN, Mme THALAMY, M. BELLIOT, M. LE BLOAS, Mme DARGNAT, M. GOISET

Fait et délibére léstion mois, et an que dessus

Le Président^{23 Ro}

Patrick S

Le secrétaire de séance

Laurence KLEIN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de Communes, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.